RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Gabriel-Lalemant,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Gabriel-Lalemant (Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité n'a pas été en mesure d'évaluer si un montant aurait dû être comptabilisé en passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré, en raison des incidences éventuelles de cette limitation sur l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

. Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Jessy St-Onge-Lemieux CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A141118

MALLETTE S.E.N.C.R.L.

470 avenue Chapleau, Saint-Pascal QC G0L 3Y0

2025-04-01

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	723 357	790 823	786 092			786 092
Compensations tenant lieu de taxes	2	13 415	13 415	13 827			13 827
Quotes-parts	3					112 749	
Transferts	4	388 703	373 023	417 044		595	417 639
Services rendus	5	15 373	15 586	32 621		648	33 269
Imposition de droits	6	16 140	5 500	18 518			18 518
Amendes et pénalités	7	3 293	5 000	1 166			1 166
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	8 564	6 500	9 874		773	10 647
Autres revenus	10	1 300		1 359		1 195	2 554
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	1 170 145	1 209 847	1 280 501		115 960	1 283 712
Investissement							
Taxes	13			24 385			24 385
Quotes-parts	14						
Transferts	15	703 877		231 297			231 297
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			181 444			181 444
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	703 877		437 126			437 126
	22	1 874 022	1 209 847	1 717 627		115 960	1 720 838
Charges							
Administration générale	23	267 561	299 852	306 427	15 353	6 183	327 963
Sécurité publique	24	104 424	104 824	117 517	2 098	71 561	134 258
Transport	25	290 044	328 588	323 194	166 986		490 180
Hygiène du milieu	26	200 199	220 247	230 893	60 500	41 846	277 408
Santé et bien-être	27	3 278	7 000	9 756			9 756
Aménagement, urbanisme et développement	28	84 712	96 178	89 965			89 965
Loisirs et culture	29	63 793	70 792	94 169	31 697		125 866
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	37 911	27 866	26 931		905	27 836
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	268 255		276 634	(276 634)		
	34	1 320 177	1 155 347	1 475 486		120 495	1 483 232
Excédent (déficit) lié aux activités	35	553 845	54 500	242 141		(4 535)	237 606

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	553 845	54 500	242 141	237 606
Moins : revenus d'investissement	2	(703 877)	()	(437 126)	(437 126)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(150 032)	54 500	(194 985)	(199 520)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	268 255		276 634	291 951
Produit de cession	5				
(Gain) perte sur cession	6				
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	268 255		276 634	291 951
Propriétés destinées à la vente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	()	(34 000)	(9 232)	(9 232)
	18		(34 000)	(9 232)	(9 232)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(27 177)	(22 000)	(18 508)	(18 976)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	27 441		42 097	45 325
Excédent de fonctionnement affecté	21			813	813
Réserves financières et fonds réservés	22	(24 934)	1 500		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(24 670)	(20 500)	24 402	27 162
	26	243 585	(54 500)	301 036	309 881
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	93 553		106 051	110 361

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	703 877	437 126	437 126
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	56 300)(	1 522)(	1 522)
Sécurité publique	3 (	)	5 817)(	5 817)
Transport	4 (	32 378)(	)	)
Hygiène du milieu	5 (	)	754 228)(	754 228)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	)
Loisirs et culture	8 (	49 387)(	184 022)(	184 022)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)
	11 (	138 065)(	939 772)(	5 817)(
				945 589)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	)	)	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	38 789)(	(38 790))(	(38 790))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14		480 000	480 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	27 177	18 508	468
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	18 748	5 114	5 349
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18			
	19	45 925	23 622	5 817
	20	(130 929)	(397 360)	(397 360)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	572 948	39 766	39 766

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	563 988	555 059
Excédent de fonctionnement affecté	2	112 247	67 416
Réserves financières et fonds réservés	3	74 934	74 934
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	)
Financement des investissements en cours	5	(18 228)	(57 993)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 163 486	5 019 405
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 896 427	5 658 821
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	558 620	529 315
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	5 368	25 744
	11	563 988	555 059
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Embellissement	12.1	21 494	21 494
▪ Collations	12.2	3 418	4 231
▪ Réseau d'égout	12.3	50 177	23 142
▪ Élection	12.4	7 500	5 000
	13	82 589	53 867
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie incendie	14.1	6 363	7 186
▪ Régie matière résiduelle	14.2	23 295	6 363
	15	29 658	13 549
	16	112 247	67 416

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Vidange des étangs de décantation municipaux	17.1	74 934
	18	74 934
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
	32	
	74 934	74 934

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 (18 228)(	57 993)
	66 (18 228)	(57 993)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 5 658 834	5 005 196
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	38 789
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 5 658 834	5 043 985
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 5 658 834	5 043 985
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (1 070 748)(	662 580)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 ()	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 575 400	638 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (495 348)(	24 580)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()	()
	82 (495 348)(	24 580)
	83 5 163 486	5 019 405

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	140 509	197 231	41 893	239 124
Débiteurs (note 5)	2	1 190 353	1 294 008	3 005	1 297 013
Prêts (note 6)	3	38 789			
Placements de portefeuille (note 7)	4	300	300		300
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	1 369 951	1 491 539	44 898	1 536 437
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	84 375	202 017	12 778	214 795
Revenus reportés (note 11)	12	12 927	16 207		16 207
Dettes à long terme (note 12)	13	638 000	1 055 400	15 348	1 070 748
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	735 302	1 273 624	28 126	1 301 750
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	634 649	217 915	16 772	234 687
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	4 870 475	5 533 613	125 221	5 658 834
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20				
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	4 263		2 906	2 906
	23	4 874 738	5 533 613	128 127	5 661 740
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	529 315	558 620	5 368	563 988
Excédent de fonctionnement affecté	25	53 867	82 589	29 658	112 247
Réserves financières et fonds réservés	26	74 934	74 934		74 934
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(57 993)	(18 228)		(18 228)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	4 909 264	5 053 613	109 873	5 163 486
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	5 509 387	5 751 528	144 899	5 896 427
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.